

Elle a investi dans ses installations—usine, outillage et pipelines—320 millions de dollars depuis son inauguration. Elle compte plus de 3,400 milles de pipelines, et au cours de sa dernière année d'exploitation, elle a transporté en moyenne l'énorme quantité de 500,000 barils de pétrole par jour.

Au cours de son existence relativement brève, elle n'a cessé de réduire ses taux en sorte qu'avec la réduction de décembre dernier, elle transporte le pétrole à un taux s'établissant de près de 50 p. 100 du taux initial. C'est là, et je suis sûr que tous les sénateurs penseront comme moi, une réalisation fort louable.

Les raisons pour lesquelles la compagnie veut subdiviser ses actions sont données dans les notes explicatives. C'est là une pratique fort courante pour les compagnies. Il n'y a rien d'insolite ni d'exceptionnel, et il n'est sûrement pas malhonnête pour une compagnie de subdiviser ses actions. Bien au contraire; je répéterai ce que j'ai dit en novembre dernier qu'il est courant pour les compagnies faisant de bonnes affaires de subdiviser leurs actions si la cote a monté considérablement.

Je sais que ce n'est pas nécessaire, mais à cause de ce que j'ai entendu dire ailleurs, je pense qu'il est sage de rappeler à la Chambre autre chose au sujet du principe du partage des actions. J'ai entendu dire qu'en fait, si une compagnie a 1,000 actions autorisées et qu'elle les subdivise en 5,000 actions, elle se trouve tout simplement à se donner 4,000 morceaux de papier de plus à vendre à une population sans défiance. Évidemment, c'est tout à fait ridicule. Rien n'est plus faux. Tout ce qui se passe, quand une compagnie semblable subdivise ses actions, c'est que le lendemain de la subdivision de chaque action par cinq, chaque action vaut à peu près le cinquième du prix initial de l'action, la veille.

Cela n'apporte aucun avantage à la direction ou au conseil d'administration. L'opération profite à deux catégories de personnes. La première comprend les petits épargnants qui éprouvent de la difficulté à payer \$95 une action d'une compagnie où ils voudraient placer des fonds et pour qui il est plus facile d'acheter une action à \$15 ou \$20. L'autre catégorie de personnes qui en bénéficie—ce n'est pas nécessairement toujours vrai, mais ce l'est dans le cas de la compagnie qui nous intéresse—ce sont les employés, quand la compagnie a un régime d'épargne pour les employés en vertu duquel une partie des montants mis de côté peut être investie dans l'achat d'actions de la compagnie. La com-

pagnie à l'étude a un régime semblable et quand une action vaut, mettons, \$18 au lieu de \$90, il est plus facile pour l'employé de placer des fonds dans la compagnie.

Honorables sénateurs, ce bill n'a rien d'obscur. Son objet est très clair. Il s'agit d'une bonne compagnie et je recommande au Sénat d'approuver sa demande.

L'honorable A. J. Brooks: Honorables sénateurs, comme on l'a expliqué, il s'agit d'une bonne entreprise, et nous avons été saisis d'un bill semblable à celui-ci au cours de la dernière session. Je ne crois pas qu'on puisse s'opposer à la mesure. Cependant, j'aimerais demander au parrain (l'honorable M. Molson) combien d'actions ont été émises. En a-t-on émis pour toute la valeur de 40 millions qui a été autorisée? Sinon, quelle en est la proportion?

Si toutes les actions autorisées n'ont pas été émises, je voudrais demander également combien il en reste à vendre, et quelle proportion des actions a été acquise par les employés. C'est une excellente chose que de trouver des entreprises comme celle-ci, qui donnent à leurs employés la chance d'acheter des actions, et j'aimerais savoir aussi dans quelle mesure les employés profitent de cet avantage. À lire l'explication, j'en conclus que le programme n'a pas été tout à fait aussi satisfaisant que l'entreprise l'avait espéré.

Une autre chose qui m'est venue à l'esprit, c'est la question de la protection des grands pipelines qui traversent notre pays, et je veux parler non seulement de ceux qui servent au transport du pétrole brut, mais aussi des pipelines pour le gaz et pour d'autres produits. Nous avons entendu parler de certains éléments subversifs qui visent à la destruction de nos pipelines, et nous sommes tous conscients que le sabotage des pipelines à des moments de troubles pourrait être très dangereux.

J'aimerais demander à l'honorable sénateur quels efforts ferait cette société—qui est très riche et dont l'activité s'étend d'une province à l'autre et d'un bout à l'autre du pays—pour protéger sa propriété. Compte-t-elle entièrement sur notre force de police ou d'autres ou bien fait-elle certains efforts elle-même? Je pose la question parce que, si des éléments subversifs se mettaient à faire des dégâts, nous pourrions nous trouver dans le chaos.

Il se peut que l'honorable sénateur ne soit pas actuellement en mesure de répondre à pareilles questions. Un comité a déjà étudié la substance de ce bill. Je n'ai pu déterminer si l'honorable sénateur demandait qu'il le